

COMMUNIQUÉ DU 17 JUILLET 2026

Alors que nos concitoyen·nes souffrent de la canicule et que nos forêts brûlent, la question de la ressource en eau, et plus particulièrement celle de son usage, se pose avec une force décuplée.

De ce point de vue, la mal-nommée loi d'urgence agricole que le gouvernement tente d'imposer en ce moment même, n'apportera aucune amélioration à l'urgence sociale, écologique ou démocratique du monde agricole.

Pire, elle accentuera encore les difficultés, emprisonnant les professionnel·les du secteur dans un modèle productiviste dépassé, puits sans fonds pour les agriculteurs et agricultrices, dévastateur pour la santé de toutes et tous et pour la nature.

Alors qu'avec les sécheresses, la ressource en eau de qualité se raréfie, la légitimation de son accaparement par quelques un·es via les méga-bassines est inacceptable.

Sur cette question spécifique de l'accès à l'eau, La France Insoumise rappelle son exigence d'un moratoire immédiat sur les méga-bassines et la mise en place d'espaces véritablement démocratiques de gouvernance de l'eau, indépendants des lobbys productivistes de l'agro-business, notamment ceux du maïs d'exportation, liés aux méga-bassines.

LFI souligne enfin que le programme porté par Jean-Luc Mélenchon propose une mesure de fond : remplacer les Régions actuelles basées sur « l'attractivité et la compétitivité des territoires en Europe » par des éco-Régions basées sur les bassins versants, avec comme attributions principales la qualité de l'eau et de l'air, et la fertilité de la terre pour la santé publique.

Il y a urgence !

